

États-Unis

Changements climatiques: progrès nationaux



Novembre 2000

Changements climatiques : progrès nationaux

Les changements climatiques représentent le principal défi écologique du 21^e siècle. Les plus grands spécialistes de l'atmosphère dans le monde s'accordent en général sur la réalité du réchauffement de la planète et sur le fait que les émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines en sont au moins en partie responsables.

Les États-Unis sont résolus à faire face à ce défi, par des actions internes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'une part, et, d'autre part, par une coopération internationale à la fois valable sur le plan écologique et efficace en termes de coûts dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto de 1997.

La société américaine est de plus en plus consciente du fait que le réchauffement planétaire est un problème grave qui exige une prise d'actions sérieuse. Plus important encore, des actions spécifiques de la part des citoyens, des entreprises et des administrations gouvernementales donnent des résultats tangibles. En fait, des informations récentes montrent que l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre a amorcé un ralentissement en dépit du fait que l'économie américaine continue à croître à un taux sans précédent, mesure essentielle des progrès réalisés dans la lutte contre les changements climatiques.

« Le réchauffement de la planète est le plus grand défi auquel nous allons devoir faire face en ce nouveau siècle au plan de l'environnement. Si nous échouons dans notre tentative de réduction des émissions de gaz à effet de serre, périodes de sécheresse et vagues de chaleur meurtrières se feront de plus en plus nombreuses, les régions côtières seront inondées et nos économies en seront fortement perturbées. Voilà exactement ce qui se passera si nous ne réagissons pas. »

*Président Bill Clinton
Discours sur l'état de l'Union
27 janvier 2000*



Remise en question du lien entre le PIB et l'émission d'oxyde de carbone

Historiquement, les émissions de CO₂ aux États-Unis ont augmenté à un taux égal à approximativement la moitié de celui du produit national brut. Plus récemment, toutefois, la robuste croissance du PIB américain s'est accompagnée d'un ralentissement dans la croissance des émissions de gaz à effet de serre. Cette tendance s'est encore accentuée vers la fin des années 90.

■ Au cours des années 90, la croissance du PIB américain a été près de trois fois plus rapide que les émissions de CO₂ liées à l'énergie.

■ En 1998 et en 1999, le PIB américain a augmenté de plus de 4 % par an tandis que les émissions de CO₂ ont augmenté de moins de 1,5 % par an.

Par ailleurs, des données récentes démontrent que de 1960 à 1996, l'intensité énergétique, c'est-à-dire la quantité d'énergie utilisée par unité de PIB, a diminué en moyenne de 1,3 % par an. Mieux encore, de 1996 à 1999, l'intensité énergétique a baissé de 3,2 % par an. Finalement, l'intensité des émissions de carbone de l'économie américaine, c'est-à-dire la quantité de CO₂ émise par unité de PIB, a diminué de 15 % au cours des années 90.

Les facteurs contribuant à ces tendances peuvent comprendre un niveau élevé de nouveaux investissements et la montée de l'économie virtuelle. Il est clair que les entreprises, les États et les localités américaines sont arrivés à des résultats réels dans la réduction de l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre. Il y a également une volonté, à tous les niveaux, de garantir que ces résultats positifs se multiplient dans les années à venir.

Le monde des affaires américain prend ses responsabilités

Le monde des affaires américain vit une transformation radicale dans sa façon de considérer les changements climatiques. Ceci est en partie dû à la prise de conscience par un nombre toujours croissant d'entreprises que les économies d'énergie et la réduction de la production de déchets sont non seulement nécessaires sur le plan écologique, mais qu'elles sont également tout à leur avantage au niveau des frais de fonctionnement. C'est ainsi que l'industrie automobile fait des progrès importants dans la réduction des émissions de gaz des véhicules.

■ **Ford et GM** ont annoncé des plans de production de véhicules 4X4 de type jeep 15 à 25 % plus économiques en carburant que ceux existant actuellement. Les premières estimations de l'agence américaine pour la protection de l'environnement indiquent que ces économies de carburant pourraient se traduire par des réductions globales pouvant atteindre 100 tonnes d'équivalent carbone d'ici 2020.

■ Grâce en partie à l'alliance secteur public / secteur privé *Partnership for a New Generation of Vehicles (PNGV*, partenariat pour une nouvelle génération de véhicules), **General Motors (GM)**, **Ford Motor Company** et **Daimler-Chrysler** ont dévoilé de nouvelles créations automobiles à concept hybride diesel-batterie capables de faire entre 2,6 et 3,4 litres au cent.

■ **Honda et Toyota** ont lancé des hybrides essence-batterie sur le marché américain dont la consommation d'essence nominale sur autoroute peut être aussi faible que 3,4 litres au cent.

Par ailleurs, cette année, **Johnson & Johnson** et **IBM** sont devenues les deux pre-



mières sociétés à s'associer en un nouveau partenariat avec les organisations écologiques pour aider les entreprises à réduire volontairement leur consommation d'énergie. Dans le cadre de ce partenariat, les entreprises prennent des engagements spécifiques de réduction des émissions de gaz et participent à un processus de vérification indépendant. En s'associant à ce groupe, ces deux sociétés rejoignent de nombreuses grandes sociétés qui prennent les choses en main et s'engagent dans des projets visant à corriger le problème des changements climatiques et comptent dans leurs rangs **DuPont, Motorola, United Technologies, Boeing, Shell** et **Weyerhaeuser**, ainsi qu'**Amoco** et **Arco**, des filiales de la **British Petroleum**. En mai 2000, 11 grandes sociétés américaines qui se sont donné pour nom *Green Power Market Development Group* (groupe de développement de marchés pour l'énergie verte) ont commencé à acheter de « l'énergie verte » et à apporter leur appui au développement de marchés pour l'énergie de biomasse (énergie verte).

La montée du civisme d'entreprise est en outre démontrée par le déclin des organisations d'affaires dont le but est de s'opposer aux actions internationales visant à corriger le problème de changements climatiques et la montée parallèle d'autres organisations de nature plus constructive telles que le **Business Council for Sustainable Energy** (Conseil d'entreprise pour une énergie renouvelable), l'**International Climate Change Partnership** (Partenariat international contre les changements climatiques) et le **Pew Center for Global Climate Change** (Centre Pew pour les changements climatiques planétaires).

À actions réelles, résultats réels

Au cours des sept dernières années, la pierre de touche de la stratégie mise au point par l'administration Clinton-Gore pour réduire les émissions de gaz à effet de serre a reposé sur l'utilisation des investissements de

recherche et développement et sur les incitations fiscales pour augmenter l'efficacité énergétique des appareils et machines, pour inciter à une utilisation plus généralisée des énergies renouvelables et pour encourager les entreprises à promouvoir des réductions volontaires et efficaces en termes de coûts. Parmi les nombreux programmes américains de protection du climat qui affichent aujourd'hui des résultats tangibles :

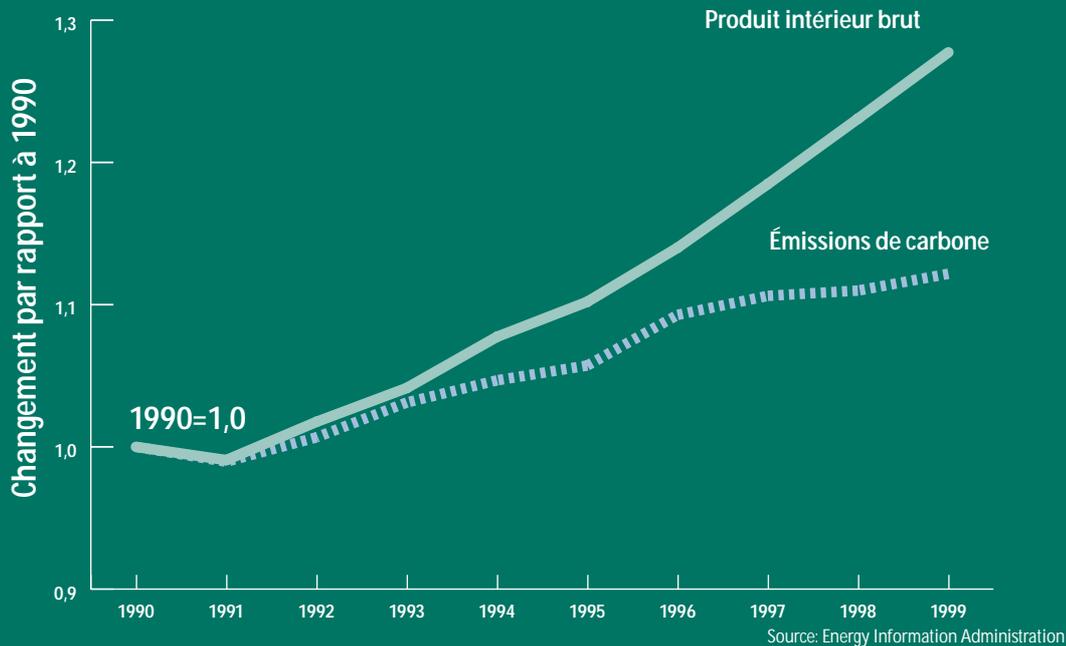
■ Les normes de rendement minimum des appareils électroménagers ont économisé aux consommateurs près de 25 milliards de dollars jusqu'à 1999, évitant ainsi un cumul d'émissions de gaz d'un montant égal à près de 50 millions de tonnes de carbone. Quatre normes sur les appareils électriques sont en instance (machines à laver, régulateurs de tubes fluorescents, ballons d'eau chaude et climatiseurs centraux) et permettront aux consommateurs d'économiser plus de 10 milliards de dollars et de réduire les émissions globales de gaz de 22 millions de tonnes d'équivalent carbone d'ici 2010.

■ Le programme ENERGY STAR® promeut l'efficacité énergétique des maisons et bâtiments américains. Il a été estimé que, d'ici l'an 2010, ce programme réduira les émissions américaines de gaz à effet de serre de plus de 100 millions de tonnes d'équivalent carbone.

■ Les programmes de partenariat secteur public / secteur privé visant à réduire les émissions de méthane prévoient de réduire les émissions de méthane à un niveau égal ou inférieur à celui de 1990 d'ici 2010. Les entreprises associées à ces programmes réduiront les émissions globales de méthane d'un montant estimé à 120 tonnes d'équivalent carbone d'ici 2010.

■ Les programmes conçus pour faire cesser l'augmentation des émissions des gaz à effet de serre les plus puissants, les « gaz à effet de serre intense », font des progrès importants. Les investissements déjà effectués par les entreprises associées à ces programmes

Croissance de l'économie américaine par rapport à l'augmentation des émissions de CO₂



réduiront les émissions cumulatives d'un montant estimé à 80 tonnes d'équivalent carbone d'ici 2010.

Un engagement toujours plus grand de l'administration américaine

Au cours des deux dernières années (exercices 1999 et 2000), l'administration Clinton-Gore a obtenu un financement à hauteur de plus de 7 milliards de dollars pour combattre les changements climatiques. Ce financement comprend une enveloppe de plus de 2 millions de dollars pour la recherche et le développement de technologies énergie propre dans les quatre principaux secteurs émetteurs de carbone de l'économie américaine : l'industrie, le bâtiment, la production d'électricité et les transports.

Le budget du Président pour l'exercice 2001 a proposé un financement de 2,4 milliards de dollars pour les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, les bioproduits et l'énergie à base agricole et forestière, la recherche et le développement, ainsi que des incitations fiscales pour l'achat de voitures, maisons et appareils électroménagers propres, de même que pour la production d'énergie propre.

Ce chiffre représente une augmentation de 43 % par rapport aux niveaux adoptés pour l'exercice 2000 et vient s'ajouter au bilan des réalisations de l'administration, qui vont systématiquement dans le sens d'un combat, couronné de succès, pour obtenir toujours davantage de fonds pour les programmes liés au climat.

Nouvelles initiatives fédérales

En plus des luttes pour l'augmentation du financement de programmes existants de protection du climat, l'Administration a également proposé ou mis en œuvre plusieurs initiatives relatives au climat au cours de l'année passée, notamment :

■ **Réduction de la consommation de carburant par le parc automobile fédéral.** Décret du Président Clinton exigeant que les organismes gouvernementaux américains réduisent la quantité d'essence utilisée par leur parc automobile de 20 % par rapport aux niveaux de 1999 d'ici l'an 2005. Cette action devrait réduire les émissions de gaz à effet de serre d'une quantité égale à 160 000 tonnes de carbone par an.



Dégrèvements fiscaux ciblés pour combattre le réchauffement planétaire

Dans le cadre de son *Initiative technologique pour la lutte contre les changements climatiques*, le Président Clinton a proposé 9,3 milliards de dollars d'incitations fiscales étalées sur 10 ans à l'intention des consommateurs qui achètent des articles économes en énergie et pour les producteurs d'énergie provenant de sources renouvelables. En voici certains des points principaux :

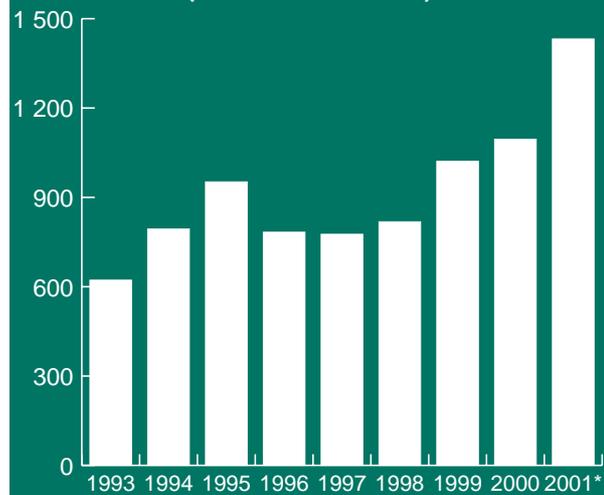
■ **Dégrèvements fiscaux pour les automobiles économes en carburant.** Cette option prolonge le dégrèvement fiscal actuel (4 000 dollars maximum) jusqu'en 2006 pour les véhicules électriques et à hydrogène qui se qualifient et comprend également un dégrèvement fiscal de 500 à 3 000 dollars pour l'achat, entre 2003 et 2006, d'un véhicule hybride qualifié.

■ **Dégrèvements fiscaux pour les maisons efficaces au plan énergétique.** Les consommateurs peuvent s'assurer un dégrèvement fiscal de 1 000 à 2 000 dollars pour l'achat d'une maison efficace au plan énergétique, un dégrèvement fiscal de 20 % pour l'achat de produits énergétiquement efficaces sélectionnés destinés aux maisons et aux bâtiments, et un dégrèvement fiscal de 1 000 à 2 000 dollars pour faire poser un système héliotechnique.

■ **Dégrèvements fiscaux pour l'énergie propre.** Cette option prolonge le dégrèvement fiscal existant sur la production d'électricité au moyen d'éoliennes ou de biomasse en circuit ouvert et crée des dégrèvements fiscaux pour l'électricité produite par des centrales alimentées à la biomasse en circuit ouvert, par combustion mixte biomasse-charbon et le méthane de décharges contrôlées.

Financement des programmes technologiques visant à combattre les changements climatiques

(en millions de dollars)



*proposé

Source: Office of Management and Budget

■ **Initiative camions 21^e siècle.** Partenariat de recherche et de développement d'une durée de 10 ans visant à doubler, et dans la plupart des cas à tripler, les économies de carburant réalisées avec les camions américains.

■ **Initiative énergie propre internationale.** Le Président a proposé le montant de 201 millions de dollars pour l'exercice de 2001 (une augmentation supérieure à 100 % par rapport aux niveaux adoptés pour l'exercice de l'an 2000) pour une initiative multi-organismes visant à accélérer le développement international et le déploiement d'énergies propres.

Les États et les localités passent à l'action

De nombreux États et localités viennent à reconnaître, à travers les États-Unis, les effets que les changements climatiques pourraient avoir sur leurs populations et leur bien-être économique et passent à l'action pour réduire les émissions de gaz :

■ Un total de 78 villes américaines participent à l'**International Council for Local Environmental Initiatives (ICLEI)** (Conseil international pour les initiatives écologiques



*« Nous avons appris
qu'une économie forte et
un environnement viable
vont de pair. »*

*Vice-président Al Gore
Avril 2000*

locales), à la campagne *Cities for Climate Protection* (CCP, Villes pour la protection climatique), un programme qui offre formation et assistance technique aux agglomérations, villes et comtés en ce qui concerne les projets visant à réduire les émissions de gaz.

■ En juin 2000, la **U.S. Conference of Mayors** (Conférence des maires américains) a fait passer une résolution reconnaissant la gravité du réchauffement planétaire et a demandé une plus grande coopération entre les villes et le gouvernement fédéral dans la mise au point de mesures concrètes visant à faire face à ce défi.

■ À ce jour, **26 états ont lancé des plans d'action volontaires relatifs au climat** et 17 les ont menés à bonne fin.

Conclusion

Les États-Unis sont résolus à faire leur part pour protéger le climat et transmettre un monde vivable à nos enfants et petits-enfants. Les États-Unis comprennent que les progrès dans la réduction des émissions de gaz représentent une partie importante de cet engagement. Nous devons également faire des progrès au plan international, dans le cadre du Protocole de Kyoto, et au-delà. À long terme, l'approche équilibrée adoptée par les États-Unis sur le plan des changements climatiques nous permettra de poursuivre notre croissance économique tout en protégeant l'environnement, un défi capital auquel doivent faire face tous les pays du monde.



